

Bruxelles, le 6 juin 2025  
(OR. en)

9976/25

RECH 264  
COMPET 501  
IND 179  
MI 364  
EDUC 227  
TELECOM 182  
ENER 224  
ENV 484  
AGRI 257  
TRANS 232  
SAN 313  
ATO 35

#### NOTE DE TRANSMISSION

---

Origine: Pour la secrétaire générale de la Commission européenne,  
Madame Martine DEPREZ, directrice

Date de réception: 6 juin 2025

Destinataire: Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de  
l'Union européenne

---

N° doc. Cion: COM(2025) 298 final

---

Objet: RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU  
CONSEIL  
Rapport annuel sur les activités de l'Union européenne en matière de  
recherche et de développement technologique et sur le suivi d'«Horizon  
Europe» en 2024

---

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2025) 298 final.

---

p.j.: COM(2025) 298 final



Bruxelles, le 6.6.2025  
COM(2025) 298 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**Rapport annuel sur les activités de l'Union européenne en matière de recherche et de développement technologique et sur le suivi d'«Horizon Europe» en 2024**

## 1. CONTEXTE

Le présent rapport offre un aperçu des principales activités de recherche et d'innovation (R&I) menées par l'Union et du suivi d'Horizon Europe et du programme Euratom de recherche et de formation en 2024.

Il a été rédigé conformément à l'article 190 du [traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) et à l'article 7 du [traité Euratom](#), en lien avec l'article 50 du [règlement \(UE\) 2021/695 du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe»](#) et l'article 12 du [règlement \(Euratom\) 2021/765 du Conseil établissant le programme de recherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique](#).

## 2. CONTEXTE POLITIQUE ET EVOLUTION DES POLITIQUES

L'année 2024 a marqué le 40<sup>e</sup> anniversaire du premier programme de financement de l'Union consacré à la R&I et a été l'occasion de réfléchir aux réalisations passées. Au cours des quatre dernières décennies, l'Union a fait preuve d'un engagement sans faille en faveur du progrès scientifique et de la croissance économique, consacrant plus de 280 milliards d'euros à la R&I. Ces efforts ont donné lieu à plus de 120 000 subventions comptant environ 75 000 bénéficiaires. Plus de 30 chercheurs de haut niveau financés par l'Union ont notamment remporté des prix Nobel pour leur travail.

En tirant les enseignements des réalisations passées, tout en tenant compte des évolutions récentes telles que les défis mondiaux en matière de sécurité ou la montée en puissance de l'intelligence artificielle (IA), l'Union continuera d'exploiter ses atouts en matière de R&I pour obtenir un avantage concurrentiel mondial.

### 2.1. Prospérité durable, marché unique et compétitivité de l'Europe

Dans un paysage mondial en évolution rapide, l'innovation est un moteur essentiel de la prospérité économique et de la compétitivité. En 2024, les rapports Letta et Draghi ont proposé des feuilles de route stratégiques pour renforcer la position économique de l'Union.

Le rapport d'Enrico Letta intitulé [«Much More than a Market \(Bien plus qu'un marché\)»](#) plaidait en faveur d'une «cinquième liberté», la libre circulation des connaissances, afin de renforcer la recherche, l'innovation et l'éducation dans le marché unique. L'adhésion de la Roumanie au [système de brevet unitaire](#), portant le nombre de ses membres à 18, est un exemple d'avancée à cet égard en 2024.

Le rapport de Mario Draghi sur [l'avenir de la compétitivité européenne](#) a souligné l'importance d'intégrer la R&I au cœur de l'économie de l'Union pour stimuler une croissance durable. L'adoption par la Commission d'une [communication intitulée «Matériaux avancés pour assurer la primauté industrielle»](#), suivie de [conclusions du Conseil](#), représente une avancée dans ce domaine en 2024. La R&I a été mise en avant comme un moyen de s'assurer une position de premier plan dans ce domaine.

La compétitivité était au cœur du [Semestre européen 2024](#), et la question de la reconnaissance du retard de l'Union concernant sa position en matière d'investissements dans la R&I par rapport à d'autres grandes économies a notamment été abordée, ainsi que celle du défi permanent que représente la réalisation de l'objectif de 3 % du PIB. La R&I figure en bonne place dans les rapports par pays pour tous les États membres, la République tchèque, la France, la Croatie, la Lituanie, le Luxembourg et la Slovaquie ayant reçu des recommandations par pays sur la R&I.

L'**économie circulaire** est essentielle pour soutenir la compétitivité de l'Europe. En 2024, le règlement sur l'écoconception pour des produits durables (REPD) est entré en vigueur et un [forum sur l'écoconception](#) a été créé pour associer les parties prenantes à sa mise en œuvre. Des mesures initiales ont été prises pour mettre en œuvre le passeport numérique des produits au titre du REPD, soutenu par plusieurs projets de R&I.

## 2.2. Autonomie stratégique et sécurité économique dans le domaine de la R&I

En 2024, la Commission a travaillé à la mise en œuvre de la [stratégie européenne en matière de sécurité économique](#). Cette stratégie a été renforcée par la [recommandation du Conseil sur le renforcement de la sécurité de la recherche](#), qui met l'accent sur l'autogouvernance dans le secteur soutenu par des mesures gouvernementales. La Commission a également entamé des travaux visant à mettre en place une plateforme sur le devoir de diligence afin d'aider les universités et les organismes de recherche européens à évaluer les risques et les possibilités en matière de collaboration internationale. En outre, la Commission a entamé des évaluations conjointes des risques avec les États membres dans quatre domaines technologiques critiques: semi-conducteurs avancés, IA, quantique et biotechnologie.

Dans le cadre de la **plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe» (STEP)**, le [programme d'extension STEP du CEI](#) a proposé des investissements en fonds propres aux start-ups, aux PME et aux petites entreprises à moyenne capitalisation. L'objectif consistait à intensifier les innovations dans des secteurs technologiques stratégiques tels que le numérique, les très hautes technologies, les technologies propres et les biotechnologies. 6,3 milliards d'euros ont été reprogrammés au titre de la politique de cohésion afin de renforcer les **technologies et les industries critiques**.

La Commission a également adopté un [livre blanc](#) sur la R&I portant sur des technologies à **double usage** potentiel et lancé une consultation publique.

La Commission a attribué un [contrat de concession](#) pour mettre au point le système satellite de connectivité sécurisée de l'Union, **IRIS<sup>2</sup>**. Cela encouragera le déploiement de technologies innovantes et renforcera l'autonomie stratégique de l'Union d'ici à 2030.

## 2.3. Transition écologique et numérique

En 2024, la Commission a présenté une [communication](#) proposant l'**objectif climatique de l'Union à l'horizon 2040** et recommandant une réduction de 90 % des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2040 par rapport à 1990. L'une des étapes clés proposées pour atteindre cet objectif est une transformation industrielle guidée par la R&I. Cette communication s'accompagnait de la [communication sur la gestion industrielle du carbone](#), dont un chapitre est consacré à la R&I.

Un certain nombre d'autres initiatives dans le cadre du **pacte vert pour l'Europe** comprenaient une composante R&I: les résultats des projets ont notamment contribué à soutenir la mise en œuvre du [règlement relatif à la restauration de la nature](#) et de la [vision à long terme pour les zones rurales de l'UE](#). En outre, la [communication sur les biotechnologies et la bioproduction](#) a défini le renforcement de la R&I comme étant une voie à suivre et le [règlement pour une industrie «zéro net»](#) a accordé un statut juridique au plan stratégique pour les technologies énergétiques afin de stimuler la production de technologies énergétiques propres de l'Union. Le document de travail des services de la Commission intitulé [«Towards a roadmap for accelerating the deployment of HydrogenValleys across Europe: challenges and opportunities»](#) (Vers une feuille de route pour accélérer le déploiement des vallées d'hydrogène en Europe: défis et opportunités) a également été adopté, conformément au plan REPowerEU. À la suite de la proposition de la Commission, le Parlement européen et le Conseil ont adopté des règlements sur les [matières premières critiques](#) et l'[industrie «zéro net»](#).

En 2024, des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la **transition numérique**, dont l'un des contributeurs essentiels est la R&I. Par exemple, le [livre blanc sur les besoins en infrastructures numériques](#) présentait des scénarios possibles pour garantir que l'Union dispose des infrastructures numériques de pointe nécessaires pour soutenir l'innovation. Le nouveau [nuage collaboratif au service du patrimoine culturel](#) a également proposé une plateforme européenne permettant aux chercheurs et aux praticiens de collaborer dans le domaine de la R&I en matière de patrimoine culturel.

En outre, l'année 2024 a marqué un nouveau pic dans l'[accélération rapide](#) des progrès dans le domaine de l'IA, sous l'effet d'avancées significatives dans la disponibilité généralisée des données, la [puissance de calcul](#) et l'apprentissage automatique. Le [train de mesures sur l'innovation en matière d'intelligence artificielle](#) visait à aider les start-ups et les PME de l'Union à mettre au point une IA digne de confiance et a créé le Bureau européen de l'IA. L'initiative GenAI4EU dans le cadre de ce train de mesures soutiendra la mise au point de solutions d'IA générative. Enfin, la Commission a publié des [lignes directrices sur l'utilisation de l'IA générative dans la recherche](#).

#### **2.4. Partenariat avec les États membres**

En décembre, 175 jalons et cibles liés à la R&I avaient été atteints, sur les 710 que les États membres doivent atteindre pour recevoir les paiements correspondants au titre de la [facilité pour la reprise et la résilience](#). En ce qui concerne les synergies avec la politique de cohésion, Malte et la Lituanie ont procédé à des transferts budgétaires du Fonds européen de développement régional vers Horizon Europe.

En outre, les discussions bilatérales entre la Commission et les États membres ont été approfondies grâce à des [dialogues renforcés](#) avec l'Estonie, l'Allemagne et les Pays-Bas. L'intensification du déploiement du [mécanisme de soutien aux politiques](#) a également aidé les États membres à améliorer leurs systèmes de R&I. Des exercices spécifiques ont été lancés avec la Bulgarie, la République tchèque, la Finlande et l'Ukraine et des exercices d'apprentissage mutuel ont été lancés sur des sujets tels que la science au service des politiques, les carrières dans la recherche et l'IA pour la science.

La [plateforme politique de l'Espace européen de la recherche \(EER\)](#) a été lancée, ce qui a permis le partage d'informations entre les États membres, les pays associés, les parties prenantes de la R&I et la Commission. En outre, la [communication sur la mise en œuvre de l'EER](#) a évalué les progrès accomplis depuis la [communication de 2020 sur l'EER](#) et le premier programme stratégique de l'EER.

## 2.5 L'Europe dans le monde

La Commission a continué de jouer un rôle clé dans la **coopération multilatérale en matière de R&I**. Avec la présidence belge, elle a coorganisé une conférence ministérielle dans le cadre du dialogue multilatéral sur les principes et les valeurs de la coopération internationale en matière de R&I. Elle a participé au [groupe sur l'observation de la Terre](#), au [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#) et à la [plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques](#).

En ce qui concerne des régions et des pays spécifiques, un certain nombre de points marquants méritent d'être soulignés:

- La Commission a continué de soutenir la R&I de l'**Ukraine** au moyen d'initiatives spécifiques dans le cadre d'Horizon Europe. Un exercice de [mécanisme de soutien aux politiques](#) a été lancé afin d'interconnecter les infrastructures de recherche ukrainiennes et celles de l'Union. En outre, l'Union a continué de plaider en faveur du rôle de la R&I dans la reconstruction du pays.
- Le Conseil de l'énergie UE-**États-Unis** au niveau ministériel a confirmé son engagement en faveur de la coopération dans les domaines de la recherche sur la fusion, de la modélisation du climat et du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone. Dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis, la collaboration sur l'électromobilité et les réseaux intelligents a donné lieu à des recommandations communes sur les démonstrations d'intégration des véhicules au réseau.
- L'[Alliance panatlantique pour la recherche et l'innovation océaniques](#) a accueilli l'Islande et le Sénégal parmi ses membres.

## 2.6. Actions directes non nucléaires mises en œuvre par le Centre commun de recherche (JRC)

Le JRC a soutenu plusieurs initiatives dans le cadre de ses recherches, notamment:

- le [centre européen d'innovation pour la transformation et les émissions industrielles](#), qui promeut les **technologies de réduction des émissions** dans l'industrie;
- le premier [atlas mondial des sécheresses](#), en partenariat avec les Nations unies;
- un exercice de simulation sur la sécurité de l'approvisionnement, validant la **préparation de l'Union en matière d'approvisionnement en gaz** pour l'hiver

2024-2025, compte tenu de la fin prévue du transit de gaz russe par l'Ukraine après 2024;

- la mise au point de méthodes de détection des **résidus d'antibiotiques** dans les aliments pour animaux, la mise en place de nouvelles réglementations de l'Union et la poursuite des objectifs du réseau «Une seule santé» contre la résistance aux antibiotiques.

### **3. MISE EN ŒUVRE ET SUIVI D'HORIZON EUROPE ET DU PROGRAMME EURATOM**

#### **3.1. Horizon Europe en 2024 – faits marquants et nouveautés**

La Commission a adopté une modification du programme de travail «principal» 2023-2024 d'Horizon Europe. Un ensemble d'actions expérimentales a été introduit pour rendre le programme plus ouvert et soutenir les chercheurs en début de carrière. L'itinéraire du nouveau Bauhaus européen a lancé trois thèmes, en tant qu'étape intermédiaire ouvrant la voie à la future facilité du nouveau Bauhaus européen. Des appels pour 2025 ont été inclus dans le programme de travail afin d'assurer la continuité des actions récurrentes telles que les actions Marie Skłodowska-Curie, la «formation d'équipes d'excellence» et les «bourses EER».

#### **Soutien à l'Ukraine dans le cadre d'Horizon Europe**

En 2024, douze villes ukrainiennes ont rejoint l'[initiative SUN4Ukraine](#) dans le cadre de la mission de l'Union pour des villes neutres pour le climat et intelligentes. L'initiative soutient les villes ukrainiennes qui cherchent à devenir neutres pour le climat. Le soutien par l'intermédiaire de [MSCA4Ukraine](#) s'est poursuivi, avec 10 millions d'euros supplémentaires pour les bourses de chercheurs déplacées. Le [pôle PRI communautaire de l'EIT à Kiev](#) est devenu pleinement opérationnel en 2024 et sert de guichet unique pour accéder aux communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) de l'EIT. L'Ukraine a également participé à la coopération en matière de R&I sur les écosystèmes marins et fluviaux du bassin de la mer Noire, notamment dans le cadre de la mission «Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici à 2030» et du partenariat pour une économie bleue durable.

#### **Association avec Horizon Europe**

En 2024, les [pays associés](#) étaient au nombre de 19, le **Royaume-Uni** devenant [pleinement associé](#) (à l'exception du Fonds d'Accélération du CEI) et le **Canada** ayant adhéré au pilier II. Les négociations d'association ont été conclues avec la **République de Corée**, tandis que des négociations formelles ont débuté avec le **Japon**. Le Conseil a adopté un mandat pour entamer les premières négociations officielles avec **Singapour** et des négociations ont été engagées avec l'**Égypte**. Les négociations avec la **Suisse** se sont conclues, l'accord devrait être signé en 2025. La contribution opérationnelle combinée des pays associés en 2024 s'est élevée à 2,8 milliards d'euros, avec près de 10 000 participations.

#### **3.2. Données de suivi d'Horizon Europe**

##### **Possibilités de financement**



Les 656 appels à propositions lancés au titre du programme principal d’Horizon Europe et d’autres programmes de travail à la fin 2024 couvraient un total de 2 534 thèmes de recherche, pour un budget de 59,4 milliards d’euros.

Les thèmes proposés visaient à attirer des projets de R&I qui aborderaient les [priorités de la Commission von der Leyen pour la période 2019-2024](#). Au total, jusqu’à présent, 95,5 % des projets ont contribué à ces priorités.

### Propositions de projets et taux de réussite

*Source: Tableau de bord des propositions Horizon arrêté au 6 janvier 2025*

L’intérêt pour le programme est resté fort, **88 803 propositions éligibles** ayant été soumises<sup>1</sup> au cours de la période 2021-2024. La qualité est restée globalement stable et plus de la moitié des propositions éligibles (54 %) ont atteint le seuil de note minimale d’évaluation.

En janvier 2025, 14 592 propositions avaient été retenues en vue d’un financement, pour un budget total estimé à 43 milliards d’euros. Le taux de réussite des propositions était de 16,4 %.

Toutefois, en raison d’un manque de fonds, seuls 30 % environ des propositions qui ont dépassé le seuil minimal de financement sont financées. Une enveloppe supplémentaire d’environ 81,7 milliards d’euros aurait été nécessaire pour financer toutes ces propositions soumises au cours de la période 2021-2024.

### Projets financés

*Source: Tableau de bord des projets Horizon arrêté au 6 janvier 2025*

À la suite de l’évaluation des propositions jusqu’à la fin de l’année 2024, **43,2 milliards d’euros** ont été octroyés au moyen de **15 148 subventions**. Certaines subventions étaient encore en préparation à la fin de l’année 2024.

Le montant moyen de la subvention s’élevait à 2,9 millions d’euros. Le financement moyen de l’Union alloué aux subventions mono-bénéficiaires (45 % des subventions) s’élève à environ 1,2 million d’euros, tandis qu’il s’élève à quelque 4,2 millions d’euros pour les subventions pluri-bénéficiaires (55 % des subventions). Ces dernières rassemblent en moyenne 11,5 participants.

Partie de programme	Propositions éligibles	Propositions acceptées	Taux de réussite des propositions (en % des propositions éligibles)	Contribution de l’Union demandée dans les propositions sélectionnées (en Mio EUR)	Conventions de subvention signées	Contribution de l’Union à des conventions de subvention signées (en Mio EUR)	Montant moyen de la subvention (en Mio EUR)
<b>Pilier I - Science d’excellence</b>							
Conseil européen de la recherche (CER)	30 413	4 404	14,5 %	7 849	4 182	7 319	1.8

<sup>1</sup> Nombre de propositions éligibles soumises uniquement dans le cadre d’appels clôturés et entièrement évalués.



Actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA)	27 366	4 473	16,3 %	2 596	4 704	2 641	0,6
Infrastructures de recherche	399	167	41,9 %	1 181	173	1 214	7
<b>Pilier II – Problématiques mondiales et compétitivité industrielle européenne</b>							
Pôle 1 - Santé	2 502	562	22,5 %	4 590	565	4 312	7,6
Pôle 2 - Culture, créativité et société inclusive	2 311	330	14,3 %	1 135	322	991	3,1
Pôle 3 - Sécurité civile pour la société	1 022	136	13,3 %	600	145	611	4,2
Pôle 4 - Numérique, industrie et espace	5 655	1 091	19,3 %	8 083	1 094	7 439	6,8
Pôle 5 - Climat, énergie et mobilité	5 291	1 091	20,6 %	7 946	1 159	7 945	6,9
Pôle 6 - Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement	3 408	763	22,4 %	4 636	720	4 190	5,8
<b>Pilier III – Europe innovante</b>							
Conseil européen de l'innovation (CEI)*	6 289	554	8,8 %	1 650	1 114	2 925	2,6
Écosystèmes européens d'innovation	1 330	267	20,1 %	307	272	297	1,1
Institut européen d'innovation et de technologie (EIT)	25	20	80 %	1 189	26	1 741	66,9
<b>Élargir la participation et renforcer l'espace européen de la recherche</b>							
Élargir la participation et propager l'excellence	2 509	647	25,8 %	1 464	583	1 398	2,4
Réformer et consolider le système européen de R&I	283	87	30,7 %	197	89	193	2,2
<b>Total pour Horizon Europe</b>	<b>88 803</b>	<b>14 592</b>	<b>16,4 %</b>	<b>43 425</b>	<b>15 148</b>	<b>43 215</b>	<b>2,85</b>

Tableau 1. Propositions et subventions signées par pilier et par partie du programme (source: Tableau de bord des projets Horizon arrêté au 6 janvier 2025)

*\* Les chiffres relatifs à l'Accélérateur du CEI (propositions) ne sont pas inclus.*

## **Répondre aux priorités politiques de l'Union**

*Source: Fiche de performance du programme relative à Horizon Europe*

La R&I joue un rôle important dans l'accélération de la transition écologique. À ce jour, Horizon Europe est en bonne voie pour atteindre son objectif de 35 % des dépenses allouées à la lutte contre le changement climatique, tandis que les estimations préliminaires indiquent que 7,7 % des dépenses du programme pour la période 2021-2027 sont consacrées à la biodiversité.

En outre, 21,2 % d'Horizon Europe contribue à la transformation numérique, les investissements dans les technologies numériques s'élevant à 11 657 millions d'euros entre 2021 et 2024.

En 2024, environ 104 millions d'euros ont été alloués à des projets dont l'objectif principal est d'améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et environ 1,391 milliard d'euros à des projets qui contribuent à l'égalité entre les hommes et les femmes.

## **Demandeurs et bénéficiaires**

*Source: Tableau de bord des projets Horizon arrêté au 6 janvier 2025*

Les projets signés au cours des quatre premières années du programme concernent **28 136 participants uniques** originaires de **171 pays différents**, dont 35,8 % de petites et moyennes entreprises (PME). En moyenne, chaque participant participe à 3,6 projets. Les participants des États membres représentent près de 82 % de l'ensemble des demandes admissibles soumises et 19,8 % proviennent de pays concernés par l'élargissement.

Le tableau montre une évolution de la répartition des demandes entre les pays associés et les pays non associés. Les pays associés représentent désormais 12,6 % de l'ensemble des demandes, contre 5,6 % pour les pays non associés. Cette inversion depuis janvier 2023 s'explique en grande partie par le nouveau statut de pays associé du Royaume-Uni.

Groupe de pays	Demandes dans les propositions éligibles	% du nombre total de demandes	Taux de réussite des demandes	Participation aux subventions signées	% de toutes les participations	Contribution de l'Union à des conventions de subventions signées (en Mio EUR)	% de la contribution totale de l'Union aux conventions de subventions signées
États membres	380 816	81,8 %	20,3 %	85 351	84 %	39 451	91,3 %
<i>Pays ne participant pas à l'élargissement</i>	288 513	62,0 %	21,0 %	67 441	66,4 %	33 498	77,5 %
<i>Pays pouvant bénéficier de l'élargissement de la participation au programme</i>	92 303	19,8 %	18,0 %	17 910	17,6 %	5 952	13,8 %
Pays associés	58 817	12,6 %	18,3 %	10 200	10 %	3 238	7,4 %
<i>Pays associés - sans le Royaume-Uni</i>	30 271	6,5 %	17,8 %	5 841	5,7 %	2 850	6,6 %
<i>Associé - Royaume-Uni uniquement</i>	28 546	6,1 %	18,8 %	4 359	4,3 %	388	0,9 %
Pays non associés	25 990	5,6 %	21,5 %	6 045	6,0 %	526	1,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>465 623</b>	<b>21,9 %</b>	<b>20,1 %</b>	<b>101 596</b>	<b>100 %</b>	<b>43 215</b>	<b>100 %</b>

Tableau2: Origine des demandeurs

La proportion la plus élevée de participants provient d'établissements d'enseignement supérieur (34 %) et reçoit la contribution financière la plus élevée (15 milliards d'euros). Les entités du secteur privé et les organismes de recherche représentent respectivement 30,7 % et 21,9 % de la participation et reçoivent chacun une contribution similaire (11,9 milliards d'euros).

Le nombre de **nouveaux participants** au programme **continue d'augmenter**. Les nouveaux participants représentent 51,1 % de l'ensemble des participants, contre 47 % il y a un an. Toutefois, leur taux de participation (c'est-à-dire le nombre de projets rejoints en moyenne par chaque participant) reste faible par rapport aux anciens participants (1,25 contre 6). Les nouveaux arrivants proviennent principalement du secteur privé, en particulier des PME, et ont bénéficié jusqu'à présent de 11,6 % de l'ensemble des fonds d'Horizon Europe.

Au total, les entités situées dans les États membres ont reçu 39,5 milliards d'euros (91,3 % des fonds). Les pays pouvant bénéficier de l'élargissement ont reçu 13,8 % des fonds. Les pays associés se sont vu attribuer 7,4 %, soit un peu plus de 3 milliards

d'euros, et les pays non associés 1,2 %, soit 526 millions d'euros. Les observations formulées concernant la participation s'appliquent également à la part du financement. En raison de l'adhésion du Royaume-Uni, la répartition du financement total entre les pays associés et les pays non associés a considérablement évolué par rapport à janvier 2023.

## **Chemins d'impact clés**

*Source des données: Tableau de bord des CIC arrêté au 6 janvier 2025*

Des chemins d'impact clés (CIC) ont été introduits dans Horizon Europe afin de suivre l'impact du programme au moyen d'indicateurs à court, moyen et long terme. La présente section donne une vue d'ensemble des indicateurs à court terme. Au total, 6 922 publications évaluées par des pairs (CIC 1) sont issues d'Horizon Europe. Au total, 10 222 publications, y compris des articles n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation par les pairs, ont été signalées dans le cadre d'Horizon Europe, dont plus de 79 % sont disponibles en libre accès par l'intermédiaire des bénéficiaires (CIC 3). En outre, 124 produits de droits de propriété intellectuelle ont été déclarés (CIC 7). Horizon Europe facilite également la mise à niveau des compétences de 95 156 chercheurs (CIC 2), les femmes représentant 44,1 % d'entre eux. En outre, le programme a créé et/ou conservé 39 543 emplois (exprimés en équivalents temps plein) dans l'Union (CIC 8). Des co-investissements d'un montant total de 10,2 milliards d'euros ont déjà été mobilisés par les participants pour mettre en œuvre des projets de R&I (CIC 9).

Toutefois, seuls 983 projets (6,5 %) avaient été clôturés au moment de la présente analyse et seuls 21 % des projets avaient soumis des rapports périodiques, de sorte que le nombre de résultats communiqués et quantifiables devrait augmenter d'ici à 2025.

## **Les partenariats européens**

*Source des données: Tableau de bord des projets Horizon arrêté au 6 janvier 2025*

En janvier 2025, 50 partenariats européens avaient été identifiés et dix autres avaient été annoncés dans le [deuxième plan stratégique 2025-2027](#), dont trois étaient encore en attente de signature.

Dans le cadre des **10 entreprises communes actives** (partenariats institutionnalisés fondés sur l'article 187 du TFUE), 530 subventions ont été signées pour un montant total de **4,8 milliards d'euros** (soit 11 % des fonds d'Horizon Europe octroyés sur la période 2021-2024). Il s'agit de 4 281 organisations (engagées dans 9 186 projets), dont deux tiers sont des entreprises privées. 44 % d'entre elles sont des PME. 81 % des fonds de l'Union sont consacrés à des activités de soutien aux transitions numérique et climatique. 3,86 milliards d'euros supplémentaires ont été apportés par les bénéficiaires, ce qui représente 45 % des investissements totaux dans les projets.

**4 milliards d'euros** provenant d'Horizon Europe ont soutenu 11 **partenariats coprogrammés**, avec 589 subventions en faveur de 4 753 organisations distinctes, dont un tiers étaient des PME.

En ce qui concerne les **partenariats cofinancés**, des conventions de subvention ont été signées avec 14 consortiums de bénéficiaires au titre du pilier II et avec un consortium au titre du pilier III pour un montant total de 1,17 milliard d'euros. Il est attendu des

partenaires qu'ils apportent une contribution allant de 50 % à 70 % des fonds, soit 2,5 milliards d'euros supplémentaires en faveur de la R&I.

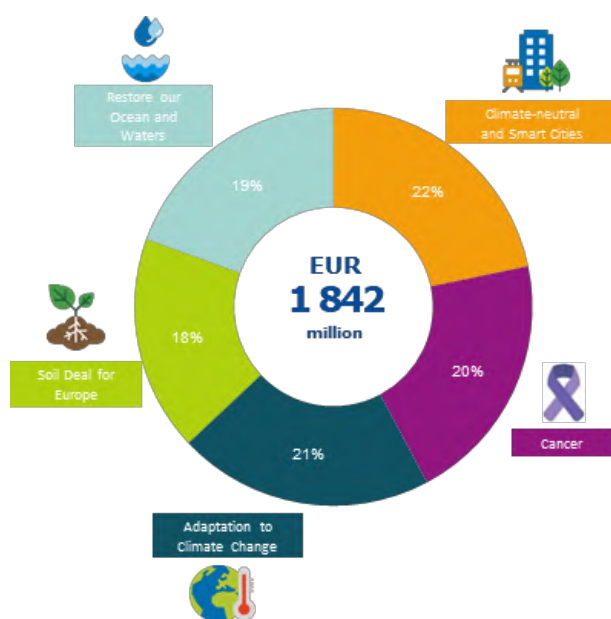
### L'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT)

En 2024, 82 start-ups ont été fondées par des étudiants issus des programmes de l'EIT, et 112 ont vu le jour grâce à des projets d'innovation de l'EIT. En outre, dans le cadre de l'initiative «Deep Tech Talent», 388 partenaires se sont engagés à former plus de 1 million de personnes d'ici à 2025, dont plus de 900 000 auront reçu une formation fin 2024. En décembre 2024, l'Académie de l'alliance européenne pour les batteries, gérée par la CCI InnoEnergy de l'EIT, avait atteint son objectif de former 100 000 apprenants d'ici à 2025<sup>2</sup>. En outre, la Commission européenne a confirmé la future nouvelle CCI de l'EIT sur les secteurs et écosystèmes aquatiques, marins et maritimes.

### Les missions de l'Union

Source: Tableaux de bord des propositions et projets Horizon, arrêtés au 6 janvier 2025

À la fin de l'année 2024, 54 appels à mission au titre d'Horizon Europe avaient été lancés, clôturés et évalués. Ceux-ci ont attiré 862 propositions éligibles. 236 conventions de subvention au titre d'Horizon Europe associant 3 302 bénéficiaires ont été signées pour un total de 1 842 millions d'euros, répartis comme suit entre les cinq missions:



Les principales réalisations des missions en 2024 sont les suivantes:

- la mission «**Cancer**» a accueilli une conférence de haut niveau sur les soins palliatifs innovants, a présenté les évolutions politiques et les solutions issues de projets financés par l'Union et a publié une [note d'orientation](#) décrivant les défis à venir. En outre, une tournée de spectacle organisée en Pologne, en Lituanie et en Roumanie a

<sup>2</sup> Chiffres ciblés uniquement. Les résultats vérifiés seront disponibles dans le courant de l'année 2025.

touché près de 11 millions de personnes, sensibilisant ainsi à la prévention et au dépistage du cancer.

- la mission «**Adaptation au changement climatique**» continue d'aider 145 régions à évaluer leurs risques climatiques, à mettre au point des voies vers la résilience au changement climatique ou à élaborer des plans d'adaptation.
- la mission «**Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici à 2030**» a fourni un financement supplémentaire de 127 millions d'euros pour soutenir les communautés locales et poursuivre le développement du jumeau numérique européen de l'océan. Le premier prototype a été livré lors du forum sur l'océan numérique en juin.
- la mission «**100 villes neutres pour le climat et intelligentes d'ici à 2030**» a vu le [label de la mission](#) décerné à 43 villes supplémentaires en 2024. Une **enveloppe de prêts de 2 milliards d'euros a été lancée par la Banque européenne d'investissement** afin de soutenir les villes disposant du label de mission afin de planifier des investissements verts et durables.
- la mission «**Un pacte pour des sols sains en Europe**» a mis en place les 25 premiers laboratoires vivants, comprenant environ 250 sites d'essai associant 167 partenaires (25 % du secteur privé) dans 11 États membres.

### 3.3. Analyse approfondie: les Monitoring Flash d'Horizon Europe et autres études

Plusieurs rapports ont été publiés en 2024, notamment:

- un [monitoring flash](#) sur la contribution du programme-cadre dans le domaine de l'hydrogène depuis 2007;
- un [monitoring flash](#) résumant les principaux faits et données sur la participation des PME à Horizon Europe;
- un [monitoring flash](#) sur la participation des pays à Horizon Europe.

### Évaluation à mi-parcours d'Horizon Europe

Le rapport du groupe d'experts sur l'évaluation à mi-parcours d'Horizon Europe, intitulé «[Align, act, accelerate](#)», a été publié. Les experts ont formulé des recommandations visant à rendre le programme plus efficace pour aligner la R&I sur les objectifs stratégiques de l'Europe. En outre, la Commission a publié plusieurs évaluations et rapports axés sur des domaines d'impact spécifiques d'Horizon Europe et de son prédécesseur (transition écologique, Europe résiliente, Europe innovante).

### 3.4. Diffusion et exploitation des résultats

Plus de 5 000 bénéficiaires ont déjà bénéficié du soutien de la plateforme des résultats d'Horizon et d'Horizon Boosters. La Commission a fourni les packs et boosters de résultat de Cordis suivants:

- [Les observations environnementales au service du pacte vert pour l'Europe](#)
- [Blue carbon for biodiversity and climate action](#) (Le carbone bleu pour la biodiversité et l'action pour le climat)
- [Comprendre les effets du changement climatique sur les régions polaires vulnérables de la Terre](#)
- [Réduire et prévenir les facteurs de perte de la biodiversité marine](#)
- [Traiter le problème des déchets marins de la source à la mer](#)
- [Innovation dans le domaine des algues](#)
- [Plongée en profondeur: favoriser la connaissance des océans et leur gestion durable](#)

Parmi les autres publications et actions de sensibilisation notables figurent les suivantes:

- [Environmental observations and artificial intelligence for the benefit of science and society](#) (Observations environnementales et intelligence artificielle au profit de la science et de la société)
- [Mapping ERC frontier research artificial intelligence](#) (Cartographie de la recherche exploratoire du CER sur l'intelligence artificielle)
- [Biodiversity: the nexus approach](#) (Biodiversité: l'approche du lien)
- [EU-funded projects leading the way to transformative change for biodiversity](#) (Projets financés par l'UE ouvrant la voie à un changement transformateur en faveur de la biodiversité)
- [Frontier research for transformative change](#) (Recherche exploratoire pour un changement transformateur)
- [Insights from the authors of the IPCC 6th assessment report on knowledge gaps and priorities for research](#) (Informations fournies par les auteurs du 6e rapport d'évaluation du GIEC sur les lacunes en matière de connaissances et les priorités en matière de recherche)
- [Frontier research for democracy](#) (Recherche exploratoire pour la démocratie)
- [Awareness-raising campaign on knowledge valorisation](#) (Campagne de sensibilisation à la valorisation des connaissances)
- [R&I for a fair green transition](#) (La R&I pour une transition écologique équitable)
- [R&I for a fair digital transition](#) (La R&I pour une transition numérique équitable)



### **3.5. Mise en œuvre et suivi du programme Euratom**

#### **a) Actions directes nucléaires mises en œuvre par le JRC**

En 2024, le JRC a publié **90 articles évalués par les pairs** sur divers sujets de recherche nucléaire. Il a produit **10 documents de référence**, intégrés dans des bibliothèques nucléaires, 10 systèmes techniques de contrôle de sécurité nucléaire et trois contributions aux **normes internationales**. Il a dispensé **37 formations spécialisées** à plus de 900 bénéficiaires de l'Union, d'Ukraine et d'autres pays. Plus de 350 inspecteurs et agents chargés du contrôle de sécurité nucléaire ont reçu une formation par l'intermédiaire du Centre européen de formation en sécurité nucléaire (EUSECTRA). Au total, 59 chercheurs européens et ukrainiens ont utilisé les installations de recherche nucléaire du JRC.

En tant qu'organe de mise en œuvre d'Euratom pour le Forum international Génération IV, le JRC a organisé des réunions clés et mené des recherches sur les systèmes de génération IV.

Le JRC a soutenu la réponse de la Commission à la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'**Ukraine** en fournissant une expertise technique pour les trains de mesures de sanctions et en procédant à une évaluation comparative de la dispersion radiologique avec les autorités européennes de radioprotection.

#### **b) Actions indirectes du programme Euratom de recherche et de formation (subventions)**

En 2024, la Commission a lancé 21 projets de recherche nucléaire, y compris des partenariats sur la gestion des déchets radioactifs et les matières nucléaires, financés à hauteur de 121 millions d'euros au titre du programme Euratom. Près de 48 millions d'euros ont été alloués à la sûreté des centrales nucléaires et 11 millions d'euros à des applications de rayonnements ionisants.

À la suite d'une modification du programme de travail Euratom, la Commission a lancé deux nouvelles initiatives: un futur partenariat public-privé dans le domaine de l'énergie de fusion et une initiative européenne en matière de compétences nucléaires. L'évaluation ex post du programme Euratom de recherche et de formation 2014-2020 a été publiée.

En outre, la Commission a lancé un deuxième projet visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en combustible nucléaire des centrales nucléaires de conception russe en Europe et en Ukraine.

Enfin, la Commission a mis en place l'alliance industrielle européenne pour les petits réacteurs modulaires (PRM), dans le but de déployer le premier PRM de l'Union. Cette démarche s'est appuyée sur des actions directes et indirectes en matière de sécurité de la conception, de la sûreté, des garanties, de la construction et de l'exploitation des PRM.

### **4. PERSPECTIVES 2025**

En 2025, la Commission prévoit d'adopter les «principaux» programmes de travail d'Horizon Europe pour 2025 et pour la période 2026-2027. Les deux programmes de travail contribueront aux orientations stratégiques clés du deuxième plan stratégique

d'Horizon Europe 2025-2027 ainsi qu'aux grandes priorités politiques de la Commission pour la période 2024-2029. Les programmes de travail contribueront également aux efforts de simplification de la Commission, notamment en rendant le programme plus accessible aux demandeurs et en simplifiant l'établissement de rapports pour les bénéficiaires.

En outre, la Commission devrait proposer le prochain cadre financier pluriannuel, en intégrant les enseignements tirés d'une vaste consultation publique afin d'aligner le financement de la R&I sur les futures priorités en matière de financement. Des initiatives en 2025, telles que la boussole pour la compétitivité et le pacte pour une industrie propre, ainsi que la future stratégie en faveur des start-ups et des entreprises en expansion, garantiront que l'Union reste à la pointe de la R&I. Ces initiatives contribueront à relever les défis futurs et à tirer parti des possibilités de croissance durable.